



Nation : IBK s'en va

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 17 JANVIER 2022

1018

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Grande mobilisation des Maliens

Non aux sanctions



Approvisionnement du pays et stabilité des prix :
Le gouvernement dans l'anticipation



Efficacité de la coopération bilatérale : Preuves
à l'appui



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

16 Janv.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

2 344

Nouveaux cas confirmés

264

Nouveaux guéris

651

Nouveaux décès

03

Au cours des dernières 24 H

77 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
11 cas graves en soins intensifs
3358 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

28 585

Guéris

23 944

Décès

691

dont 3191 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.14



P.21



P.27



/ Une /

Grande mobilisation des Maliens : Non aux sanctions

P.4

/ Brèves /

Les forces françaises éliminent Soumana Boura au Niger : La persévérance est un talisman pour la vie

P.13

Sanctions de la CEDEAO contre le Mali : Air France a renégocié la reprise de ses vols sur Bamako

P.13

Mali : Après la démonstration de force, la junte s'active sur le front diplomatique

P.14

Mali : Assimi Goïta valide le plan de riposte du gouvernement face aux sanctions de la CEDEAO

P.14

MINUSMA : L'Allemagne va mettre 5 hélicoptères de transport lourd à la disposition de la mission des Nations Unies au Mali

P.15

Mali : Le gouvernement salue la mobilisation du peuple contre les sanctions de la CEDEAO

P.15

/ Actualité /

Nation : IBK s'en va

P.20

Appui à l'Économie Sociale et Solidaire : Les résultats probants du CNAPESS

P.21

Approvisionnement du pays et stabilité des prix : Le gouvernement dans l'anticipation
Mali : Partir ou rester, le choix toujours en suspens de la France et des européens face à Wagner

P.22

P.23

Éducation et environnement : Faire de l'école le socle de la prise de conscience en faveur de l'écologie

P.24

/ Politique /

Efficacité de la coopération bilatérale : Preuves à l'appui.

P.26

Sénégal : Fermeture des frontières au Mali, Tambacounda déjà sous le choc

P.27

Mali : Des millions de personnes dans la rue pour soutenir les autorités de Transition face aux sanctions de la CEDEAO

P.28

/ Culture & société /

Rokia Traoré, artiste/intellectuelle engagée : «Que 2022 balise la place du Mali dans un nouvel équilibre du monde»

P.29

/ International /

Grande Bretagne : La presse évoque déjà un remplacement du Premier ministre Boris Johnson

P.30

États-Unis : Donald Trump débute la campagne de mi-mandat sur le déni de sa défaite de 2020

P.31

/ Sport /

CAN 2022 : À Limbé et Buea, les équipes pensent au ballon, pas aux balles

P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**

A black and white portrait of Ibrahim Boubacar Keita, an elderly man with a white beard and glasses, wearing a white traditional Malian cap (koko) and a white shirt. He is looking slightly to the right of the camera.

Disparution du Président

IBK

Repose en Paix

IBRAHIM BOUBACAR KEITA

Ancien Président de la République du Mali / 2013-2020

La Direction et l'ensemble du personnel de Malikilé présentent leurs condoléances attristées à sa famille et à toute la nation malienne.



Grande mobilisation des Maliens **Non aux sanctions**

Révoltés, meurtris dans leur chair, indignés par les sanctions imposées au Mali par la Cédéao et l'UEMOA, les maliens sont sortis massivement pour répondre à l'appel au sursaut national lancé par les autorités de la transition. Objectif : dire non aux sanctions jugées illégales, illégitimes et inhumaines de la Cédéao et apporter leur soutien à la transition. Le meeting du 14 janvier 2022, qui rappelle les grands rassemblements du M5-RFP, fera date dans l'histoire du Mali indépendant.

De Kayes à Taoudenit, les maliens ont battu le pavé pour dénoncer avec la dernière rigueur les sanctions infligées à leur pays par la CEDEAO et l'UEMOA. La place du monument de l'indépendance a été pris d'assaut par des manifestants en colère. Leaders politiques, traditionnels, religieux et de la société civile sont ainsi sortis de leur mu-

tisme et se sont publiquement émus de la pluie des sanctions qui vont impacter négativement la vie de la population malienne déjà assaillie par une crise multidimensionnelle. A l'unisson pour servir de rempart contre toutes les forces extérieures qui menacent le Mali, dans les clameurs de la masse compacte, les messages de ras-le-bol relatifs aux sanctions

fusaient de toutes parts. La manifestation égalait les grands rassemblements du M5-RFP au regard de la forte mobilisation des maliens pour sauver l'honneur et la dignité du Mali. Circonstance oblige, les manifestants ont accompli sur place la prière du vendredi. Ils scandaient : « vive la transition de la re-fondation », « non à l'impérialisme français » etc.

Plusieurs membres du gouvernement et le premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga se sont succédés au pupitre pour expliquer les enjeux du moment et surtout la détermination des Maliens à s'assumer.

Comblé par le soutien populaire, le ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, porte-parole du gouvernement, Abdoulaye Maïga, a rappelé que l'un des objectifs du chef de l'Etat, demeure le retour à l'ordre constitutionnel, un ordre constitutionnel qui est gage de bonne gouvernance de paix et de sécurité. Pour ce faire, des réformes politiques et institutionnelles ont été recommandées par



les assises nationales de la refondation. Ensuite le retour à l'ordre constitutionnel ne peut se faire sans un niveau de sécurité qui permettrait à la population malienne de participer aux différentes élections. Les plus hautes autorités ont décidé d'équiper substantiellement les Forces Armées et de Défense. En si peu de temps nous constatons les résultats tangibles et spectaculaires de cette décision eu égard au nombre important des terroristes neutralisés, des bases terroristes détruites et de terroristes qui se sont rendus. Et, très bientôt, toutes les localités du Mali seront définitivement sécurisées. C'est, ce message objectif et désintéressé qui a été exposé à la CEDEAO. « On espérait l'ouverture d'un dialogue franc qui tiendrait compte de la réalité malienne et des aspirations du peuple. En lieu et place de ce dialogue c'est une batterie de sanctions dont certaines inédites qui nous a été infligée. Notre surprise fut grande car ce sont des terroristes et leurs soutiens qu'il faut neutraliser et sanctionner, ce sont les criminels et les nar-

cotrafiquants qu'il faut sanctionner. Mais, pas le vaillant peuple malien qui souffre de l'insécurité depuis une dizaine d'années. Après réflexion le chef de l'Etat a décidé de s'assumer tout comme la CEDEAO et l'UEMOA se sont assumées. Malheureusement, certains partenaires ont faussement interprété l'humilité et le sens de dialogue du peuple malien comme étant de la faiblesse tout en ignorant l'une des grandes importantes de l'histoire du Mali à savoir la capacité d'affronter la pression lors qu'on est poussé dans notre dernier retranchement. Pour mettre fin au statut de cobaye des sanctions. Il n'y a pas un autre Etat au sein de la CEDEAO qui a été plus sanctionné que le Mali. Aujourd'hui même le gouvernement a validé un plan de riposte pour la sauvegarde de la souveraineté et la défense de l'intégrité du Mali. Grâce à ce plan, le gouvernement prend l'engagement d'approvisionner les populations en produits de premières nécessités et de

sanctuariser notre territoire. Cependant, nous donnons une chance au dialogue avec la CEDEAO et l'UEMOA. La méthode du gouvernement est de réaliser l'union sacrée de tous les Maliens pour faire face aux défis. Nous continuerons à rassurer ceux qui partagent le soutien et les objectifs des autorités de la Transition tout en poursuivant l'effort de convaincre nos compatriotes qui ont des avis divergents et obtenir leur adhésion », a-t-il dit sous des applaudissements nourris des manifestants.

A sa suite, le ministre Ikassa Maïga a pris la parole pour abonder dans le même sens. Il a été très amère face à la décision des chefs d'Etats de la Cédéao. Il n'a pas manqué de rappeler qu'au lieu d'aider le Mali à se relever de cette crise protéiforme, les dirigeants ouest africains ont préféré sanctionner un peuple désemparé et à la recherche de solution aux maux qui minent sa gouvernance. A l'en croire, il ne s'agit plus d'une transition mais de la Refondation du Mali.

Déterminé à donner le ton de la défense de la souveraineté du pays, le premier Dr Choguel Kokalla Maïga avait arboré la tenue militaire pour inviter les maliens au sursaut national quelque soit les intempéries du moment. Il dira qu'aujourd'hui, le monde voit où se trouve la légitimité populaire. Il a laissé entendre que les sacrifices des forces maliennes ne sera jamais oublié. « Tous les africains regardent le Mali et dans une certaine mesure, le destin de l'Afrique se joue au Mali. Et c'est pourquoi les peuples africains soutiennent la lutte du peuple malien. Il a rappelé que le peuple malien est vaillant et que si certains pays ont été conquis en 6 mois par le colonisateur, il a fallu 38 ans pour conquérir notre Maliba.

Le chef de gouvernement a saisi l'occasion pour remercier les Maliens de leur soutien à la transition mais surtout la Guinée et l'Algérie pour leur engagement à nos côtés. Il a également remercié la Russie et la Chine qui se sont opposées à un embargo illégal et illégitime contre notre peuple à travers leur veto lors du dernier sommet de l'ONU sur la situation dans notre pays. Il a aussi indiqué que malgré les sanctions, le président de la transition s'est dit ouvert au dialogue. Le Mali est un peuple de dialogue, le dialogue c'est l'arme des forts.



Dr Choguel Kokalla Maïga a profité pour annoncer que le plan de riposte pour la sauvegarde de la souveraineté du Mali a déjà été adopté. Il a demandé aux Maliens d'être ras-

surés de faire entièrement confiance en cette transition qui relèvera le Maliba souffrant.

■ Ibrahim Sanogo





DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

ENERGIE FM 107.9



ENERGIE FM 107.9 est en direct.

Après le meeting du vendredi 14 janvier 2022, honorable Fousseynou QUATTARA, vice-président de la commission de défense, sécurité et de la protection civile au CNT, également président du "Collectif pour la Refondation du Mali" COREMA et honorable Aboubacar SIDIKI FOMBA, vice-président et porte-parole de COREMA, membre du CNT, rapporteur de la commission santé, développement social et de la solidarité face aux hommes de média. Les sujets abordés sont:

- Traité de Coopération Militaire
- La création de la monnaie Malienne
- Communiqué du Président du CNT

Autres sujets...

Mohamed Salia Touré



Cet après midi nous étions à Yirimadio Bakorobougou pour le tout premier Grand Grin de l'année 2022.

Un grin qui a porté sur la problématique de l'éducation des enfants dudit quartier.

Les populations venues massivement ont tous tour à tour mis le curseur sur le taux important d'enfants qui abandonnent l'école avant la 6ème année faute d'école publique. Les seules écoles de la communauté sont des écoles privées.

Ainsi donc selon les populations en:

2019: 113 enfants ont abandonné;

2020: 175 cas d'abandon ;

2021: 247 enfants ont abandonné avant le niveau 6ème faute de moyens et les alternatives d'éducation/formation manquent cruellement.

Le ministre de l'éducation et ses services sont interpellés à se pencher sur cette situation.

La stabilité durable que nous recherchons pour notre pays passe indéniablement par offrir une éducation à nos enfants en terme d'accès et de qualité de l'éducation.



MALI Infos "ANW KO MALI"



FRAPPES AERIENNES MALIENNES

Les Forces Armées Maliennes (FAMA) dans leurs offensives contre les groupes armés terroristes (GAT) ont procédé, le 12 janvier 2022, à des frappes aériennes dans les zones de Sama, Sosso et Logori dans le cercle de Bankass ayant fait plusieurs morts dont le n°2 de la Katiba de Macina Ousmane Sidibé dit Bobala et plusieurs autres responsables terroristes.

Source page officielle : Forces Armees Maliennes

#Images_dillustrations

#Mali_infos_anw_ko_Mali



Le Thermomètre du Sphinx



Ministre des affaires étrangères de la République Centrafricaine à exprimer sa solidarité au peuple Malien

#DIPLOMATIE_RCA

Que faut-il retenir de la manifestation citoyenne du 14 Janvier 2022 au Mali .

- Seuls priment les intérêts & autres aspirations légitimes du peuple souverain.
- Le patriotisme dans toute sa splendeur. Un peuple uni face à ce qui les rassemble : le MALI.
- Le non aux sanctions c'est à dire le non aux solutions d'un autre temps qui ne s'appliquent qu'en Afrique.
- Fierté, force & solidarité aux dignes descendants de Soundiata KEÏTA face à l'inacceptable injustice des sanctions.
- Le son du TamTam retentit à Kama.

#CentrafriqueDiplomatie #DiplomatieRCA
Sylvie Baipo temon, ministre des affaires étrangères RCA



■ MALI TV



MAÎTRE KASSOUM TAPO SUR LE DÉCÈS DU PRÉSIDENT IBRAHIM BOUBACAR KEÏTA :

j'apprends avec une infinie tristesse le décès du Président Ibrahim Boubacar Keita.

Une estime réciproque, une fraternité et une amitié jamais démenties depuis plus de 45 ans que je l'ai côtoyé à Paris dans le combat pour la Liberté et la Démocratie au sein de la FEANF (Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France) et du CDLDM (Comité de Défense des Libertés Démocratiques au Mali).

Patriote, démocrate et républicain dans l'âme, il fut un Homme d'Etat au parcours inégalé dans le service de l'Etat : Ambassadeur, Conseiller Spécial du Président de la République, Ministre des Affaires Étrangères, Premier Ministre pendant 6 ans, Président de l'Assemblée Nationale pendant 5 ans , Président de l'UPA(Union Parlementaire Africaine), Président de la République pendant 7 ans .

Je m'honore d'avoir été son vice-président à l'Assemblée Nationale, son Conseiller Spécial à la Présidence de la République et deux fois Ministre dans son Gouvernement.

Homme d'Etat , Homme de culture , Grand humaniste et Panafricaniste convaincu, le Mali et l'Afrique perdent un Grand Fils .

En cette journée dominicale triste et bénie du Seigneur, je pense à ma grande soeur Ami, sa fidèle et digne compagne pour la vie, à ses enfants, tous ses enfants, qui n'auront même pas la consolation de prier sur sa dépouille. Ainsi l'aura voulu le Tout Puissant, rendons Lui Grâce.

Très Cher Grand Frere, Je garde comme un ultime témoignage prémonitoire de fraternité quasi-consanguine pour l'Eternité, le magni-

fique ouvrage de Jean Bernard de l'Académie Française, le Sang des Poètes, que tu m'as offert il y a tout juste quelques semaines.
Dors en Paix très cher Grand Frère.
Bâtonnier Kassoum TAPO



■ Radio Guintan



Niono: les FAMAS accentuent la pression sur les djihadistes.

Dans le cadre des manœuvres offensives de l'opération "KELETIGUI" au centre dans la localité de Alatona, zone de Diabaly, cercle de Niono, les Forces Armées Maliennes (FAMa) ont procédé, hier 15 janvier 2022, à la destruction de 02 bases logistiques terroristes.

Il faut rappeler que cette zone servaient de bases de regroupement pour les terroristes qui régulièrement procédaient aux harcèlements des populations du secteur de Diabaly en les empêchant de vaguer à leurs occupations agropastorales et en incendiant les champs.

Le bilan de cette offensive se résume comme suit :

- Côté ami : 01 FAMa blessé.
- Côté ennemi : - 09 terroristes neutralisés ;
- 01 camion équipé de 12,7 - 01 Pick-up équipé également de 12,7

et 01 tricycle détruits ;
 – 57 téléphones portables et plusieurs armes récupérés ;
 – 1,5 tonne d'engrais servant à la fabrication d'Engins Explosifs Improvisés (EEI) récupérée.



Francs CFA: vers une d'évaluation ?

Selon des sources dignes de foi, des experts la France aurait un agenda caché qui viserait à affaiblir la CEDEAO pour mettre à terme dévaluer la monnaie imposée par l'ex puissance colonisatrice. Selon les mêmes sources le Naïtra serait également dans le collimateur.



Nampala: contrôles irréguliers et détention.

Ce jour 15 /01 un contrôle irrégulier et détention illégale des forains entre Nampala et Niono.

Les GOA (groupes armés terroristes) les ont suivi depuis le marché de Nampala et les ont encerclé en brousse avec 3 pick-up appartenant aux FAMAS. Ils les ont fouillé et détenu de la matinée d'hier jusqu'au petit soir avant de les relâcher.

Ils les ont instruit de ne plus prendre les colis des militaires pour acheminer à Niono



Urgent : un camion appartenant à un commerçant Togolais vient d'être brûlé par des hommes armés non identifié à bord des motos à Dawoga commune de Bara ce matin . Selon les sources ,ils sont au nombre de deux et ont tiré sur le camion . selon les mêmes sources le chauffeur et son apprenti ont fui tout en abandonnant le dit camion brûlé par ces bandits . Le chauffeur et son apprenti ont pu rejoindre Ansongo.



Malick Traoré
@mlktraore

À prendre au conditionnel mais Monsieur Sikazwe a vraisemblablement perdu en lucidité suite à la chaleur à Limbe (34 degrés). Mais pourquoi ne pas avoir demandé à être remplacé au lieu de prendre la décision d'arrêter le match ?!
[#TunisieMali](#) [#PlusDeCAN2021](#)

Infos sur la transition au Mali



Un avion militaire de reconnaissance Russe, Beriev A-50 a décollé de la base aérienne à Hmeimim, en Syrie pour le Mali le mercredi 12 janvier à 23h27. L'avion a passé 2h30mn dans le ciel Malien. L'avion a collecté des données dans la zone de Kidal, Menaka, Gao et Bandiagara avant de retourner. Détails à suivre... !





■ Petit guimba



Allahou akbar !!!
 Inna lillahi wa inna ilaihi raji'un !!!
 Ainsi va la vie notre Boua IBK tu as fait de ton mieux pour ton pays que la terre te soit légère et que le paradis Al firdaws soit ta demeure éternellement ainsi qu'à tous nos défunts musulmans ya rabbi. Tu vas bcp nous manquer



■ Alassane Ouattara



J'ai appris avec une grande tristesse le décès de mon frère, Ibrahim Boubacar Keïta, ancien Président du Mali. Je rends hommage à un grand homme d'Etat et un ami de la Côte d'Ivoire. Mes condoléances les plus émues à son épouse Ami, à sa famille, ainsi qu'au peuple malien.

■ Macky Sall



Je suis peiné d'apprendre le décès de M. Ibrahim Boubacar Keita, ancien Président de la République du Mali. Mes condoléances émues à sa famille et au peuple malien ami et frère. Paix à son âme.

■ Hassoumi Massoudou



C'est avec une grande tristesse que je viens d'apprendre le décès du grand frère Président Ibrahim Boubakar Keita. Un grand militant de la démocratie au Mali s'éteint au moment où ce pays qui a tant donné à l'Afrique traverse une des périodes les plus sombres de son histoire.

■ Mahamat Idriss Deby Itno



Ayant appris avec une grande tristesse le décès de l'ancien président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, je présente mes sincères condoléances à sa famille, à ses proches ainsi qu'au gouvernement et au peuple frère du Mali. À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

■ Choguel Kokalla Maiga



Décès du Président Ibrahim Boubacar Kéïta. C'est avec beaucoup de tristesse que j'ai appris la perte brutale, du Président Ibrahim Boubacar Kéïta. Le Mali perd encore un de ses fils l'ayant servi au plus haut sommet. Puisse les meilleurs de ses actes lui servir auprès du Très miséricordieux Seigneur. A sa femme, ses enfants, à l'ensemble de sa famille biologique et politique, je présente mes condoléances les plus attristées.



Sanctions de la CEDEAO contre le Mali : Air France a renégocié la reprise de ses vols sur Bamako



Selon un document signé de l'Agence nationale de l'aviation civile du Mali, Air France a renégocié la reprise de ses vols sur Bamako, avec l'accord des autorités maliennes. L'authenticité du document datée du 13 janvier 2022 n'a pas fait l'objet de démenti.

La compagnie française Air-France a jugé bon de renégocier ses heures de vol entre la capitale française et la capitale malienne. Pour contourner les sanctions de la CEDEAO, Air-France opérera désormais des vols directs en aller-retour entre la capitale française et Bamako. Les vols avec escale à Ouaga ou Abidjan ou encore Dakar sont exclus des plans de vols de Air-France, le temps que la CEDEAO lève ses sanctions. La ligne Paris-Bamako est l'une des plus lucratives du groupe Air-France KLM en direction de l'Afrique, selon de nombreux observateurs. Les commentaires vont bon train notamment sur les réseaux sociaux après la diffusion du document de l'aviation civile malienne. « Pendant que Air Côte d'Ivoire, Air Sénégal et Air Burkina, en bons toutous du colon, ont fermé leurs dessertes du Mali et perdent leur chiffre d'affaire, Air France a renégocié chape-chape la reprise de ses vols sur Bamako... », a commenté Nathalie Yamb, femme politique, activiste et militante suisse-camerounaise installée en Côte d'Ivoire.

Source : Burkina24.com

Les forces françaises éliminent Soumana Boura au Niger : La persévérance est un talisman pour la vie



Une opération des forces françaises menée au Niger a permis l'élimination de Soumana Boura, cadre de l'EIGS impliqué dans la mort de nombreux civils dont six français en 2020. Chacun a en tête les atrocités commises par ce terroriste qui n'hésitait pas à mettre en scène les exécutions de pauvres civils innocents.

C'est un nouveau coup dur pour les terroristes qui se croyaient à l'abri en dehors du Mali, zone de prédilection de Barkhane. Avec cette nouvelle tête qui tombe, l'EIGS qui a déjà un genou à terre, voit sa hiérarchie déstabilisée. En effet, ce groupe qui est plus proche d'un groupe de gangsters que d'idéologistes religieux a subi de nombreux revers ces derniers mois. Il ne cesse d'être affaibli et avec un peu de chance ne devrait plus être en mesure de faire souffrir les populations. Avec cette opération, la France envoie un message fort à l'attention de tous ceux qui ont commis ou vont commettre des crimes contre ses ressortissants : peu importe le temps que cela prendra, et où qu'il se trouve, aucun criminel ne sera à l'abri de la justice et aucun crime ne restera impuni. La France sait que le travail n'est pas fini au Mali et, en cela, la réorganisation des forces française va donner un nouvel élan dans l'éradication de la menace terroriste.

Il est temps que la peur change de camp. La liste de ceux qui doivent payer est longue. Et qui sait quel terroriste sera le prochain à répondre de ses actes ? Il paraît imprudent de croire que la réorganisation de Barkhane les mettra à l'abri. On peut même dire que grâce à la persévérance de Barkhane, la fin est proche pour l'EIGS.

Ibrahim Keita



Mali : Après la démonstration de force, la junte s'active sur le front diplomatique



Vendredi, les Maliens ont répondu massivement à l'appel de la junte à manifester contre les sanctions imposées au Mali par la CEDEAO. La mobilisation a été forte à Bamako et à l'intérieur du pays. Malgré cette démonstration de force, le dialogue n'est pas rompu. La junte va continuer à dialoguer avec les institutions sous-régionales et des pays de la sous-région pour un retour à l'ordre constitutionnel au Mali.

Lors du rassemblement de ce vendredi à Bamako, le Colonel Abdoulaye Maïga, ministre malien de l'Administration Territoriale et porte-parole du gouvernement, a affirmé que son gouvernement restait malgré ouvert au dialogue avec la CEDEAO.

D'après nos informations, il se rend en principe dans 72h en Mauritanie – pays voisin non membre de la CEDEAO – avec 5 autres ministres par vol spécial. L'objectif de ce déplacement est double. Voir comment contourner l'embargo qui frappe le Mali, pays enclavé, et envisager d'utiliser à l'import comme à l'export les ports mauritaniens.

Mais la crise malienne sera également au centre des discussions et les responsables mauritaniens pourraient aider à trouver une solution. La même délégation officielle malienne se rendra ensuite dans la foulée en Algérie pour les mêmes raisons.

Selon de bonnes sources, Alger et Nouakchott pourraient fortement conseiller aux envoyés du Colonel Assimi Goïta, d'établir un chronogramme des actes à poser pendant le reste de la transition, afin d'organiser les élections générales cette année. Pas au delà... L'idée serait partagée par les deux institutions sous-régionales auteurs des sanctions décrétées contre le Mali.

Source : RFI



Mali : Assimi Goïta valide le plan de riposte du gouvernement face aux sanctions de la CEDEAO



Le Président de la Transition malienne, Assimi Goïta, a validé ce vendredi, à l'issue du Conseil supérieur extraordinaire de la défense nationale, le Plan de riposte du gouvernement aux sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA, tout en restant ouvert au dialogue.

Le Mali a mis en place une stratégie de riposte nationale aux sanctions de la CEDEAO et l'UEMOA. « Il s'agit d'un Plan qui a été annoncé immédiatement après les sanctions inhumaines et illégales prises par la CEDEAO et l'UEMOA contre notre pays, le 9 janvier 2022 », a précisé le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du Gouvernement, le Colonel Abdoulaye Maïga.

Des sanctions contre lesquelles, le Gouvernement a réagi dans un communiqué suivant deux bases : la réciprocité, mais tout en restant ouvert au dialogue. « Dans ce communiqué gouvernemental, il a été annoncé l'adoption puis la validation d'un plan de riposte plus exhaustif », a rapporté le ministre Maïga. Le Président Goïta a validé, en Conseil supérieur de la défense, tenu vendredi 14 janvier 2022, ce Plan de riposte.

UN PLAN EXHAUSTIF ET TRANSVERSAL

Selon le ministre Maïga, il s'agit d'un Plan exhaustif qui « essaie de prendre en compte les priorités et les préoccupations de nos populations en termes d'approvisionnement en produits de première nécessité ». Aussi s'agit-il d'un « Plan transversal qui comporte plusieurs composantes : des questions diplomatiques, géopolitiques, économiques et financières ainsi que des questions sociales », a indiqué le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.

Abdoulaye Maïga, précise toutefois que « l'objectif de ce Plan n'est pas d'être dans une posture de bras de fer avec la CEDEAO et l'UEMOA. Le Chef de l'État dans son adresse à la nation, le 10 janvier 2022, l'a bien rappelé, nous restons toujours ouverts au dialogue ». Et d'ajouter : « Notre souhait est que ces sanctions soient les plus brèves possible aussi bien dans l'intérêt du peuple malien, ainsi que dans l'intérêt des États de la CEDEAO et des États de l'UEMOA ».

Source : beninwebtv

MINUSMA : L'Allemagne va mettre 5 hélicoptères de transport lourd à la disposition de la mission des Nations Unies au Mali



S'il a été reconduit pour un an de plus en juin dernier, rien ne dit que le mandat de la Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali [MINUSMA] sera à nouveau prolongé par le Conseil de sécurité des Nations Unies quand celui-ci sera appelé à se prononcer. En effet, la situation politique à Bamako, où les autorités de Transition ont renié leur engagement d'organiser des élections en février prochain, ainsi que l'arrivée de « formateurs » russes dont on ignore s'il s'agit de mercenaires ou de soldats réguliers, font douter plusieurs pays contributeurs.

Tel est le cas, par exemple, de la Suède, dont la ministre des Affaires étrangères, Ann Linde, a posé la question de savoir ce que son pays « allait faire avec la MINUSMA », en marge d'une réunion avec ses collègues de l'Union Européenne à Brest, le 14 janvier. En Allemagne, la commissaire parlementaire auprès de la Bundeswehr, Eva Högl, a dit mettre un « gros point d'interrogation » sur cette mission de l'ONU au Mali, à laquelle participent jusqu'à 1100 militaires allemands. Cela étant, et pour le moment, tout se passe comme si ses interrogations n'avaient pas lieu d'être. Ainsi, la force aérienne allemande [Luftwaffe] a fait savoir qu'elle allait envoyer au Mali un détachement de 120 militaires pour mettre en œuvre cinq hélicoptères de transport lourd [HTL] CH-53G « SeaStallion » à partir du second semestre 2022. Ces appareils, dont l'entretien est assuré par Airbus Helicopters Deutschland, ne sont pas de toute première jeunesse, Berlin ayant ainsi lancé une procédure – marquée par plusieurs rebondissements – pour remplacer la soixantaine d'exemplaires en dotation au sein de la Bundeswehr. L'envoi de ces cinq CH-53G au Mali fait partie des dernières décisions prises par la coalition emmenée par la chancelière Angela Merkel, celle-ci ayant promis à la MINUSMA que l'Allemagne lui fournirait une unité d'hélicoptères de transport jusqu'en juin 2024. Par le passé, la Bundeswehr a déjà mis à la disposition de la mission de l'ONU au Mali des hélicoptères NH-90 [transport] et Tigre [attaque] pendant dix-huit mois. Pour autant, il n'est pas encore totalement certain que ces CH-53G prendront la direction de Gao. Ainsi, la chambre basse du Parlement allemand [Bundestag] aura à se prononcer sur le prolongement de la participation de la Bundeswehr à la MINUSMA en mai prochain. Mais

Mali : Le gouvernement salue la mobilisation du peuple contre les sanctions de la CEDEAO



Le peuple malien est sorti massivement ce vendredi pour soutenir le gouvernement de la Transition suite à l'embargo de la CEDEAO. Le gouvernement, qui s'est réjoui de cette mobilisation, a transmis dans un communiqué, les remerciements au peuple

Ces sanctions infligées par la CEDEAO et l'UEMOA sont injustes et illégitimes, indique le Gouvernement, qui salue et remercie le peuple du Mali qui a, à l'unisson, « exprimé haut et fort son soutien indéfectible au processus de refondation ». Egalement, le Gouvernement exprime « sa profonde gratitude et ses remerciements aux peuples et aux gouvernements des pays frères et amis, qui ont apporté leur soutien ».



cela ne devrait pas poser de problème particulier, une majorité de députés y étant a priori favorables. À moins que l'évolution de la situation au Mali change la donne.

Source : Zone

COALITION

O.I.MA / BOLI-BANA

La COB

8 rue Jean Martin Charcot

29 860 PLABENNEC

FRANCE

06 12 02 30 25

07 51 10 10 13



Plabennec le 11 janvier 2022

COMMUNIQUÉ N°22

Le 09 janvier 2022, le double sommet UEMOA et CEDEAO, tenu à Accra au Ghana a abouti à de sanctions sévères contre le Mali. Les deux organisations sous régionales ont agi pour mettre un terme aux attermolements des militaires putschistes quant à la durée de la transition.

La Coalition O.I.MA et BOLIBANA (Observatoire Identitaire Mandingue et BOLI BANA , la COB) est choquée pas la sévérité des mesures mais pas surprise.

La COB est choquée par ce que le peuple malien, souffrant déjà le martyre d'une décennie de crise aux origines diverses et variées, se retrouve de nouveau dans une situation d'asphyxie à cause de l'amateurisme et la désinvolture des autorités militaires putschistes.

La COB n'est cependant pas surprise, car ces sanctions sont consécutives à une série de violation des textes et engagements par les militaires putschistes : textes régissant la CEDEAO, constitution du Mali dans son article 121, charte de la transition dont le non respect du délai imparti pour la transition. Pour couper court à toutes velléités de prolongation de la transition, des mesures fortes s'imposaient.

En dépit de cette situation, la COB exhorte néanmoins les instances sous régionales à garantir et à assurer au peuple malien l'accès aux besoins de premières nécessités.

La COB

- invite la CEDEAO à poursuivre le dialogue avec les putschistes de Bamako en vue d'un assouplissement des sanctions.
- lance un appel à la junte pour qu'elle retrouve son domaine de prédilection, c'est-à-dire le champ de bataille et de l'honneur, pour la défense de l'intégrité territoriale du Mali assortie de la protection de tous les maliens et de leurs biens.
- appelle les maliennes et les maliens à faire bloc contre toute tentative de confiscation ou d'usurpation du pouvoir, ceci dans l'optique de faire revenir le Mali, dans le concert des nations dites sérieuses.
- informe la communauté internationale, tous les partenaires du Mali, les forces vives de la nation malienne qu'à compter du mois de mars 2022, la mission de la junte militaire pour la bonne tenue de la transition arrivera à échéance sans reconduction, ni tacite, ni implicite encore moins officielle. Les militaires putschistes ne seront plus reconnus comme autorités de l'Etat malien.

La COB se tient prête à s'associer à tous les patriotes soucieux d'un Mali Kura pour la mise en œuvre de vraies alternatives ,comme la formation d'un gouvernement provisoire, chargé de la gestion des affaires courantes et avec pour unique mission, l'organisation des élections permettant au Mali de renouer avec ses valeurs de pays de paix et de fraternité.

La COB tient à rappeler qu'il n'y a rien de plus inhumain et illégal qu'un coup de force contre les institutions démocratiques d'un pays.



Qui sommes nous

NSI est une entreprise de commerce général et de prestations de services.
l'entreprise est spécialisée dans l'importation et la distribution des produits pétroliers et dérivés.
Par ailleurs nous opérons dans le domaine des marchés publics notamment les matériels informatiques, les meubles, les équipements etc.
Fiers d'expériences avérées dans le domaine au Mali et à l'international, nous nous efforcerons toujours de vous garantir la qualité et la quantité à des temps records.

NOS VALEURS

Audace
Innovation
Excellence

" ENSEMBLE NOUS IRONS LOIN "



IMPORT EXPORT



TRANSPORT



HYDROCARBURES



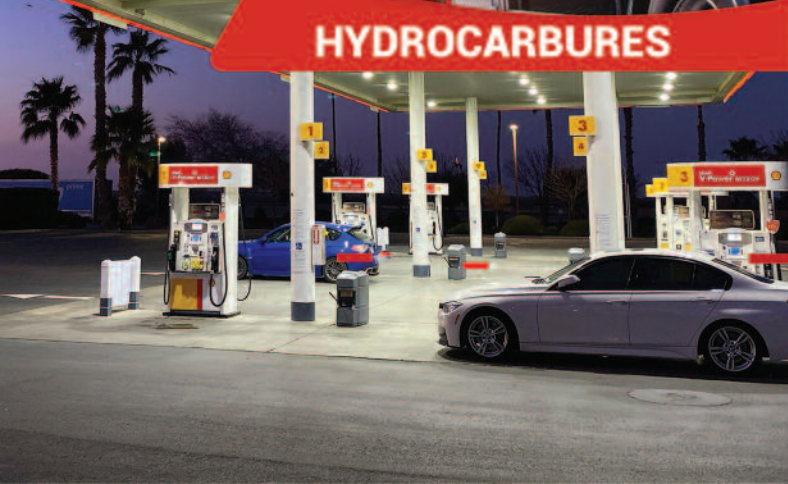
MATERIEL INFORMATIQUE



VENTE DE VEHICULE



MOBILIER DE BUREAU





Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Nation : IBK s'en va

“La mort a des rigueurs à nulle autre pareilles : on a beau la prier, la cruelle qu'elle est, se bouche les oreilles, et nous laisse crier”. Cette mort que François de Malherbe évoque vient de frapper le Mali. Elle a emporté l'ancien président de la République, Ibrahim Boubacar Keita connu sous le sobriquet de IBK. Il est parti au moment où le Mali est dans incertitude totale.

Dans la matinée du dimanche 16 janvier 2022, les maliens ont appris, stupéfaits, la mort de leur ancien président IBK. L'information a été très rapidement confirmée par ses proches. Depuis quelques années, IBK se battait avec l'énergie du désespoir contre une maladie qui le rongeaient doucement. C'est 76 ans, à quelques jours de ses soixante dix-septièmes années qu'il tira sa révérence. Né le 29 janvier 1945 à Koutiala, IBK a dirigé le Mali du 4 septembre 2013 au 18 août 2020. Son parcours fut long et laborieux avant son accession à la magistrature suprême. Très jeune, précisément lycéen, il quitte le Mali pour des études en France et ne retourne au pays qu'en 1986. Après un militantisme d'éternel étudiant au sein de la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire Francophone (FEANF) puis au Comité de Défense des Libertés Démocratiques au Mali (CDLDM).

Rentré au bercail, il milite au sein de l'Adema – Association puis de l'Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la justice (Adéma-PASJ). Après la chute de Moussa Traoré en 1991, il a été désigné directeur adjoint de la campagne d'Alpha Oumar Konaré pour l'élection présidentielle de 1992. Après son élection, le nouveau président, Alpha Oumar Konaré, le nomme en juin 1992 conseiller diplomatique, porte-parole du président de la République du Mali. Quelques mois plus tard, et plus précisément en novembre 1992, il est nommé ambassadeur du Mali auprès de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Burkina Faso et du Niger avec résidence à Abidjan. Malheureusement, feu Felix Houphouët Boigny n'accepta jamais de recevoir ses lettres de



créances. Rappelé au Mali, son mentor Alpha Oumar Konaré le nomme ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Quelques mois plus tard, le 4 février 1994, le président Alpha Oumar Konaré, à la surprise générale, nomme IBK Premier ministre. Il occupe cette fonction jusqu'en février 2000 cumulativement avec son mandat de président de l'ADEMA-PASJ, le parti au pouvoir. A son passif à la Primature, l'organisation des élections les plus calamiteuses de l'histoire du Mali démocratique. Il s'en est suivi la plus longue et grave crise politique du Mali indépendant. IBK, qui avait comme principal adversaire politique Maître Moutaga Tall n'hésita à faire arrêter et emprisonner tous ses opposants.

Débarqué de la Primature et de la présidence de l'Adema -PASJ, il porte sur les fonts baptismaux un nouveau parti politique, le Rassemblement pour le Mali (RPM). Et crée avec Choguel Maiga et Moutaga Tall le regroupement politique Espoir 2002 qui lui permet d'occuper les fonctions de président de

l'Assemblée nationale de 2002 à 2007.

Élu à la présidence de la République du Mali en 2013, il est réélu en 2018. Son second mandat, contesté dès la proclamation des résultats est très vivement contesté par la rue qui lui reproche une corruption endémique et une mauvaise gouvernance.

Après plusieurs mois de soulèvement populaire conduit par le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), un groupe de colonels dirigé Assimi Goita s'empara du pouvoir.

Détenu quelques jours au camp militaire de Kati, il sera par la suite élargi et même autorisé à aller se faire soigner à l'étranger.

La date des obsèques n'est pas encore fixée mais beaucoup de ses proches s'interrogent sur une éventuelle présence de ses enfants qui vivent en exil en Côte d'Ivoire.

Malikilé présente ses condoléances à la famille de l'ancien président.

■ Ibrahim SANOGO

Appui à l'Économie Sociale et Solidaire : Les résultats probants du CNAPESS

Le représentant du ministre de la Santé et développement social, Adama Diamouténé, a présidé, le jeudi 13 janvier 2022, les travaux de la 4^{ème} session ordinaire du conseil d'administration du Centre National d'Appui à la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire. En 2021, le centre a mobilisé 314 611 250 de FCFA sur une prévision de 315,584 millions de FCFA, soit un taux de 68% en légère baisse par rapport à 2020.

Au menu de la session : le point d'exécution de la recommandation de la troisième session ordinaire du Conseil d'Administration, le rapport d'activités annuel et le bilan du CNAPESS au 31 décembre 2021, le programme d'activités annuel et le budget prévisionnel 2022 du Centre.

Au titre de l'année 2022, il est programmé une trentaine d'activités, avec un budget prévisionnel équilibré en recettes et en dépenses à la somme de 335,166 millions de FCFA, en légère hausse par rapport à celui de 2021, soit un taux de variation de 6,21%.

Ebauchant le bilan de l'exercice écoulé, le représentant du ministre de la santé et du développement social a rappelé qu'en dépit du contexte toujours difficile le centre a pu réaliser des performances assez appréciables. A ce titre, un certain nombre de résultats méritent d'être rappelés. Il s'agit entre autres du taux d'exécution physique des activités, qui

est de 69% en 2021 contre 58,62% en 2020, le taux de mobilisation des ressources de l'ordre de 68,01% en lien avec le réajustement du budget 2021 ; le taux d'exécution globale des dépenses évaluées à 68,74%, un taux très proche de celui de la mobilisation des ressources qui est de 68,01%.

Selon Adama Diamouténé, le nombre d'organisations et entreprises d'économie sociale et solidaire ayant bénéficiés des interventions du CNAPESS, a considérablement augmenté en 2021 se chiffrant à plusieurs centaines. Ainsi, il dira qu'il convient également de signaler, avec satisfaction, que le volet « études et recherche », une grande priorité pour le centre, n'est pas demeuré en reste. Malgré, la non-ouverture de la ligne budgétaire destinée à cette rubrique, le CNAPESS a réalisé l'étude programmée : « l'enquête de satisfaction des bénéficiaires des mutuelles de santé » et deux autres enquêtes légères respectivement par

rapport au marché du financement du secteur de l'ESS au Mali et à la situation des organisations et entreprises d'économie sociale et solidaire dans le double contexte de crise sécuritaire et de pandémie de Covid-19.

Pour atteindre de tels résultats, le représentant du ministre Adama Diamouténé indiquera que le centre a pu mobiliser la quasi-totalité des crédits ouverts soit 214 611 250 FCFA sur une prévision de 315 574 000 FCFA. Nonobstant, ces résultats encourageants, le CNAPESS reste confronté à un certain nombre de difficultés et de contraintes. Il s'agit du réajustement du budget 2021, qui a fait perdre au centre 31% de l'inscription budgétaire faite à son compte au niveau de l'Etat, le plus grand pourvoyeur de ressources de la structure. En ce qui concerne la persistance de la pandémie de la COVID-19 et la recrudescence de la crise sécuritaire, le centre est victime à la non-diversification des sources de financement, due à l'absence de partenaires techniques et financiers non encore disponibles pour le Centre ; le non-règlement du contentieux opposant l'Etat à l'OTER site actuel du CAPES.

Il est à noter que le Centre national d'Appui à la promotion de l'Economie sociale et solidaire (CNAPESS) est un établissement public à caractère scientifique et technique doté de la personnalité morale et de l'autonomie de gestion.

■ Ibrahim SANOGO



Approvisionnement du pays et stabilité des prix : Le gouvernement dans l'anticipation

Après les sanctions économiques et financières infligées par la Cédéao au Mali, le gouvernement est à la recherche de solution pour assurer l'approvisionnement correct du pays et la stabilité des prix sur le marché. La rencontre des ministres en charge de l'Économie et des Finances, du Commerce et de l'industrie et des Transports avec les opérateurs économiques maliens au ministère de l'Économie et des Finances s'inscrit dans cette volonté politique affichée par les plus hautes autorités. Les opérateurs économiques du pays, conscients des effets collatéraux des sanctions, ont rassuré les représentants du gouvernement et le peuple malien de s'investir pour éviter une éventuelle flambée des prix des produits de première nécessité.

Cette rencontre a eu le mérite de plancher sur les dispositions à prendre, pour assurer un approvisionnement normal du Mali en produits tout en veillant sur la stabilité des prix afin que les populations maliennes ne ressentent pas les effets des sanctions de la Cédéao et de l'UEMOA. Les différents ministres ont mis à profit cette rencontre pour exprimer la nécessité d'union et de solidarité d'actions de l'ensemble des Maliens et des Maliennes pour la riposte face au blocus décidé contre notre pays. En véritable chefs d'orchestres, ils ont rassuré les opérateurs économiques de tout mettre en œuvre pour leurs permettre de poursuivre tranquillement leurs activités.

En citoyens convaincus de l'engagement des autorités à poser les jalons d'une gouvernance vertueuse, les opérateurs économiques ont profité de ce cadre d'échanges pour démontrer leur détermination à accompagner les autorités de la transition dans ce combat afin que le Mali retrouve sa place dans le concert des nations. Ils ont sollicité l'accompagnement de l'Etat afin de faciliter l'utilisation des voies alternatives pour l'approvisionnement du pays. Ils ont également demandé l'ouverture de couloirs permettant d'importer leurs produits déjà stockés dans les entrepôts des ports des pays de la Cédéao.

Les représentants du gouvernement ont informé les opérateurs économiques que des échanges sont déjà en cours avec les pays amis, notamment la Guinée-Conakry, l'Algérie et la Mauritanie pour les facilités d'accès à leurs ports pour ravitailler le marché malien. Une mission gouvernementale est en cours de préparation serait dans ce sens pour se rendre dans ces différents pays.

Les aspects liés à la stabilité des prix sur les marchés ont été également évoqués. L'assu-



rance a été donnée par les ministres afin qu'une flambée de prix surviendrait pas. « Ce cadre d'échanges continu avec les opérateurs économiques afin de gérer les contingences sera maintenu », ont-t-il annoncé avant d'affirmer toutes leurs disponibilités pour les accompagner.

Réconfortés dans leurs positions par les assurances données par les ministres de l'économie et des finances, du commerce et de l'industrie et de l'infrastructures et du transport, les opérateurs économiques n'ont pas hésité à rassurer les populations sur l'approvisionnement correct du pays et sur la stabilité des prix sur le marché. Ils ont enfin rassuré le gouvernement de Transition de leur soutien.

Plusieurs opérateurs économiques de renom étaient présents à cette réunion dont cette importance rencontre a enregistré la présence de Mandiou Simpara et Modibo Keita du Groupe GDCM, ainsi que Mamadou Baba Sylla de la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Mali, M. Youssef Traoré du Conseil Malien des Transporteurs Routiers, les représentants du Conseil Malien des Chargeurs (CMC), du

Groupements des Produits Pétroliers, des Meuniers.

Les cadres des différents départements ministériels dont les directeurs généraux des Douanes, des Impôts, de l'Office National des Produits Pétroliers (ONAP) et celui du Commerce et de la Concurrence ont également pris part à cette importante rencontre.

Il est important de préciser que cette rencontre est la suite logique que celle qui a eu lieu entre le ministre de l'Économie et des Finances et l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) le lundi 10 janvier 2022. Menu des échanges : les mesures à prendre pour que les clients des banques ne soient pas affectés par les sanctions.

Ces différentes rencontres ont permis aux ministres de jauger le degré de patriotisme des représentants de ces différentes structures. Tout porte à croire que les prix seront maîtrisés en dépit des sanctions décrétées contre notre pays.

■ Ibrahim SANOGO

Mali : Partir ou rester, Le choix toujours en suspens de la France et des européens face à Wagner

Paris avait fait du report des élections maliennes, prévues initialement en février, et surtout de l'arrivée du groupe paramilitaire russe une ligne rouge. Mais le discours semble aujourd'hui moins catégorique et tout semble être fait pour gagner du temps.

Tout le monde en convient à Paris comme à Bruxelles : l'arrivée des mercenaires de la société privée russe Wagner illustre la « fuite en avant » de la junte au pouvoir au Mali depuis le coup d'Etat de mai 2021. Mais suite à l'annonce, le 9 janvier, de sanctions très dures de la part de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest à l'encontre du régime du Colonel Assimi Goïta, la situation demeure extrêmement floue sur les conditions du maintien des forces françaises, européennes et onusiennes dans un pays ciblé par les djihadistes. Le sujet a fait l'objet de longues discussions, vendredi 14 janvier, à Brest, lors de réunions des ministres des Affaires étrangères et de la défense des Vingt-Sept. Alors qu'avant Noël, Paris laissait régulièrement entendre que le

report des élections maliennes prévues initialement en février, et surtout l'arrivée du groupe Wagner seraient « une situation inacceptable », comme l'avait notamment déclaré la ministre des Armées, Florence Parly, à France 24, le 6 décembre, tout semble être fait aujourd'hui pour gommer ce qui apparaissait comme une ligne rouge et gagner du temps.

Les mises en garde à l'égard de Bamako et de Moscou n'ayant pas fonctionné, la France est aujourd'hui aux avant-postes de cette manœuvre diplomatique doublée d'un défi sécuritaire. A trois mois des échéances électorales françaises, l'exercice est acrobatique, personne ne s'en cache au sein du ministère des Armées ou au Quai d'Orsay. Mais les apparences sont sauves, le ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, ou Mme Parly ayant tou-

jours pris soin d'éviter la moindre déclaration liant le destin de l'opération « Barkhane », déployée au Mali depuis 2014, à ce changement de donne géopolitique. « Nous aviserons le moment venu », avait encore affirmé la ministre des Armées à France 24.

D'après nos informations, rien n'est donc décidé sur un éventuel retrait. A ce stade, les Français privilégient même plutôt, avec leurs partenaires européens, l'option du maintien de leur engagement. Le tout, comme l'a répété M. Le Drian vendredi, en accroissant la pression sur la junte afin de la persuader d'accepter la tenue d'élections le plus tôt possible, et non dans cinq ans comme elle l'a esquissée. Un certain nombre de figures politiques maliennes soupçonnées de faire « obstruction à la transition » devraient ainsi être sanctionnées par les Européens.

La situation « n'est plus une affaire franco-malienne »

Tout l'enjeu aujourd'hui pour Paris, dont les relations avec la junte sont exécrables, est de ne pas apparaître trop seul dans cette gestion de crise. « La situation au Mali et au Sahel est une affaire africaine et européenne, ce n'est plus une affaire franco-malienne », a ainsi assuré, le 12 janvier, M. Le Drian.

Source : Le monde.fr



Éducation et environnement : Faire de l'école le socle de la prise de conscience en faveur de l'écologie

La rentrée scolaire 2021-2022 a été marquée par le lancement au Groupe scolaire «Inemassa Cissé» de Niaréla (Commune II du district de Bamako) du projet «un élève, un arbre» par le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga. A ses côtés, des membres du gouvernement et du représentant-résident de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), M. Edmond Moukala.



Sur place, le chef du gouvernement a inauguré les salles de classe réhabilitées sur l'initiative du Président de la Transition, Colonel Assimi Goïta. Il a aussi assisté au premier cours de la classe de 2e année portant sur le changement climatique. Les élèves ont ainsi planché avec Dr Choguel K. Maïga sur les solutions pour lutter contre cette problématique de réchauffement climatique. Le chef du gouvernement a ensuite procédé au lancement de l'opération «un élève, un arbre». Le Premier ministre a surtout remercié le département de l'Éducation Nationale qui n'a ménagé aucun effort, depuis le lancement du projet de réhabilitation des deux mille salles de classe, afin que les tout-petits reprennent les cours dans un cadre convivial et enchanteur.

«Le thème de la rentrée 2021-2022 est : un élève un arbre. En effet, le changement climatique nous oblige à inculquer aux enfants dès leur plus jeune âge les bonnes pratiques à adopter afin de préserver notre environne-

ment», a souligné Mme Sidibé Dédeou Ousmane. Quant au Représentant de l'UNESCO au Mali, il a salué ce symbole fort que le gouvernement du Mali lance ainsi en mettant la protection de l'environnement au cœur de l'Éducation. Il a réaffirmé le soutien de son organisation à l'introduction de l'éducation à l'environnement dans les programmes scolaires. «L'école doit permettre aux élèves de comprendre la crise environnementale actuelle et d'avoir les savoir-faire et savoir-être nécessaires pour façonner un avenir prospère et respectueux de l'environnement», a souligné Edmond Moukala.

Avant cette rentrée, le ministre avait accordé une audience à la Fondation Bally pour échanger sur cette belle initiative «un élève, un arbre». Il s'agissait pour les deux parties de donner un cachet particulier à la rentrée scolaire 2021-2022. Cette initiative vise surtout à donner aux apprenants le goût du reboisement. Les échanges ont aussi porté sur les voies et moyens d'une mise en œuvre effi-

ciente de ce programme. La Fondation Bally entend désormais accompagner le Ministère de l'Éducation Nationale à travers le leadership de Mme Sidibé Dédeou.

Toujours dans le cadre de faire de l'école un pôle de prise de conscience environnementale, Mme Sidibé a brillamment participé à la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) qui s'est tenue à Glasgow (Écosse/Royaume Uni) du 1er au 13 novembre 2021 à Glasgow, en Écosse, au Royaume-Uni. Cet événement a réuni 120 dirigeants mondiaux et plus de 40 000 participants inscrits, dont 22 274 délégués de parties, 14 124 observateurs et 3 886 représentants des médias.

À Glasgow, elle a rencontré plusieurs partenaires pour échanger sur des activités dans le domaine des énergies renouvelables et l'éducation et partager l'expérience malienne dans ces domaines.

La nation reconnaissante aux cadres et agents méritants

Comme les autres départements ministériels, le Ministère de l'Éducation Nationale a abrité une cérémonie de décoration des cadres et agents méritants le 2 novembre 2021. L'événement était naturellement placé sous la présidence de Mme Sidibé Dédeou Ousmane, ministre de l'Éducation Nationale, élevée elle-même au grade d'Officier de l'ordre national du Mali. Ils étaient 25 récipiendaires, dont 15 Médailleurs du Mérite avec Effigie Abeille et 10 Chevaliers de l'ordre national du Mali. Toutes les catégories de travailleurs étaient concernées par cette décoration.

Décorée Officier de l'Ordre National, la ministre Sidibé Dédeou Ousmane a salué les efforts de ses collaborateurs pour la bonne marche du département. Elle a saisi l'occasion pour exhorter les uns et les autres à œuvrer davantage pour une éducation de qualité. Elle a martelé que les défis sont nombreux mais que, ensemble et avec l'engagement de tous, ils seront relevés. La ministre a remercié tous les acteurs de l'Éducation pour la réussite de la rentrée scolaire 2021-2022 placée sous le signe de la lutte contre le changement climatique.

Source : LE MATIN

STUDIO D'ENREGISTREMENT - PRODUCTION D'ARTISTES
INGENIEURIE DE SON



CREATED LABEL
TEMPLE OF MUSIC

SEBENIKORO

+223 93 34 98 73



Efficacité de la coopération bilatérale : Preuves à l'appui



Pour ceux avaient encore des doutes sur l'efficacité de la "Coopération bilatérale de voisinage", l'Algérie, la Guinée et la Mauritanie viennent de lever toute équivoque.

Après les "passes d'armes", les "coups pour coups" politiques et diplomatiques, et la forte

mobilisation des Maliens pour prouver au monde l'attachement à leur pays, on ne peut plus s'arrêter en si bon chemin. La logique voudrait que l'étape suivante soit la mise en route des mécanismes juridiques pour constater définitivement la rupture. Ceux-ci sont à chercher dans notre Constitution et dans les

Traités des différentes Communautés.

POUR LA CEDEAO, c'est la mise en œuvre de l'article 91 du Traité révisé de Cotonou. Au bout d'un an, on serait définitivement sorti.

POUR L'UEMOA ET L'UMOA., ces deux Traités constituent un "paquet à prendre ou à laisser". La dénonciation de l'article 107 du Traité de L'UEMOA entraîne systématiquement celle de L'UMOA.

S'agissant de questions de Droit, la rigueur dans la démarche, le calme et la prudence sont des "facteurs clés de succès". Les précipitations pouvant être sources d'amalgames et de confusions sont à éviter. Pour cela, il serait judicieux de mettre en place une équipe pluridisciplinaire formée d'économistes de juristes, de financiers, historiens, sociologues et autres experts.

POUR L'UMOA, l'effectivité de la sortie doit être consacrée par la mise en place d'une nouvelle monnaie. Si la masse monétaire actuelle du Mali est de 7000 milliards de FCFA, en retenant un "cours de change" légal de 1FCFA pour 1FM, il s'agirait d'imprimer 7000 milliards de cette nouvelle monnaie en billets et pièces, pour remplacer les FCFA émis au nom du Mali, c'est-à-dire les billets CFA portant la "lettre D". Ceux-ci seront retirés de la circulation pendant un délai, par exemple de trois mois. Les coûts d'achats des machines, des équipements de fabrication de la monnaie et les frais d'impression sont les coûts financiers de l'opération. C'est le prix de la "nouvelle indépendance".

"Transition" ou pas, tout nouveau "Régime" doit travailler pour faire sortir le Mali de ces communautés qui ne sont que des "Instruments de recolonisation" comme tout le monde peut le constater.

La CEDEAO, conceptuellement bien pensée, est de nos jours "infiltrée" pour les besoins de la "recolonisation". On ne devient pas un Grand Homme, un Homme d'État, en défendant les intérêts des autres CONTRE son peuple, mais en posant des Actes qui font le bonheur de celui-ci.

Le Président Modibo KEITA a eu le courage de le faire, en sortant du CFA en 1962. Nous y sommes retournés en 1984, pour des raisons essentiellement politiques. Ayons le courage de suivre ses pas.

Siné DIARRA Expert-comptable Essayiste.

Sénégal : Fermeture des frontières au Mali, Tambacounda déjà sous le choc



DANS LA COMMUNE DE TAMBACOUNDA, POINT DE PASSAGE DES CAMIONS MALIENS, LES SECTEURS DU PETIT COMMERCE, DE LA MÉCANIQUE, DE LA RESTAURATION, ENTRE AUTRES, RESENTENT LA FERMETURE DES FRONTIÈRES DÉCIDÉE PAR LA CEDEAO

Tambacounda, 14 jan (APS) – Dans la commune de Tambacounda, point de passage des camions maliens, les secteurs du petit commerce, de la mécanique, de la restauration, entre autres, ressentent la fermeture des frontières décidée par la CEDEAO.

Les travailleurs du secteur informel voient leurs chiffres d'affaires baisser drastiquement en l'absence des centaines de camions ou gros porteurs qui traversent quotidiennement la commune.

Ces secteurs d'activités économiques essentiellement composés de commerçants, vulgarisateurs, mécaniciens, pompistes, restaurateurs sont touchés de plein fouet par la fermeture de la frontière entre le Sénégal et le Mali.

Mamadou Diallo, mécanicien, trouvé dans son atelier sur la RN1 à hauteur de la SODEFITEX, a déclaré que leurs activités sont presque à l'arrêt.

"Nous venons dans nos ateliers chaque matin aux environs de 7 h mais durant ces 5 derniers jours, nous venons après 9 h. Nous ne faisons pas grand-chose à cause de l'absence de la

clientèle", a-t-il expliqué.

Il a indiqué que la situation est "pire" à Kidira, dernière ville sénégalaise située à la frontière malienne à 186 km de Tambacounda.

"Mes amis mécaniciens sont dans une situation insoutenable. Personne ne s'y attendait", a-t-il ajouté.

De l'autre côté de la ville, un gérant d'une station service, Moussa Amadou Bâ, a soutenu que l'absence des gros porteurs sur le corridor Dakar-Bamako a "sérieusement" impacté leur activité

"Il faut reconnaître que cette fermeture des frontières a freiné les activités économiques dans les villes situées tout au long du corridor", a-t-il dit.

La mesure décidée par les dirigeants ouest-africains n'arrange pas non plus le secteur de la restauration. Deux restaurants visités à l'entrée de Tambacounda sur la route de Koumpentoum ne reçoivent plus leur clientèle habituelle, ont confié leurs gérants.

"Ces derniers jours, rien ne marche. Parfois, on descend avec beaucoup de restes de nourriture faute de clients", ont confié Ibrahima Diallo et Fatou Tamba dont la clientèle est majoritairement constituée de chauffeurs maliens et de leurs apprentis.

Non loin de leur restaurant, plusieurs ateliers de mécaniciens spécialisés dans la réparation de gros porteurs sont fermés.

Pour amener la junte à un retour rapide à l'ordre constitutionnel, la CEDEAO a adopté, dimanche, des sanctions sévères contre le Mali. Retour ligne manuel

L'organisation régionale a suspendu, avec effet immédiat, toutes les transactions commerciales et financières des Etats membres avec le Mali, hors produits de grande consommation et de première nécessité. Retour ligne manuel Les avoirs du Mali à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) ont été également gelés.

La CEDEAO a décidé par ailleurs le retrait des ambassadeurs de tous les pays membres au Mali et la fermeture des frontières.

Source : senepus



Mali : Des millions de personnes dans la rue pour soutenir les autorités de Transition face aux sanctions de la CEDEAO

Des millions de Maliens se sont mobilisés vendredi à Bamako et dans les villes de l'intérieur pour soutenir les autorités de Transition et protester contre les sanctions prises le 9 janvier dernier par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).



Pour le gouvernement malien, qui a appelé à cette mobilisation, il s'agit d'une "marche de soutien à l'armée et à la transition pour la renaissance du Mali".

Plusieurs organisations sociopolitiques, de représentants de partis politiques de tout bord et de la société civile ont pris part à cette manifestation qui a aussi enregistré la présence du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, de membres de son gouvernement et du Conseil National de Transition (CNT).

Dans la capitale, plusieurs milliers de personnes se sont réunies sur la place de l'Indépendance, brandissant des drapeaux du Mali, ainsi que des pancartes portant des slogans comme "A bas la CEDEAO", "Vive l'armée malienne", "Le peuple malien soutient son armée". A Bamako et dans de nombreuses villes du pays, des manifestants ont également réclamé le retour au franc malien.

"C'est un message fort que nous voulons envoyer aujourd'hui, un message fort à la France qui se cache derrière la CEDEAO et la communauté internationale pour régler ses comptes avec notre pays. Elle saura aujourd'hui que le

peuple est derrière les autorités actuelles dans la conduite des actions pour le rétablissement de la sécurité et la refondation du Mali", a dit Sadio Traoré, un professeur d'université.

"Nous sommes là pour clouer le bec aux ennemis de notre pays qui mettent en cause la légitimité de la junte militaire pour mettre en œuvre les réformes qu'elle a initiées pour relever le Mali", a dit Hawa Doumbia, une étudiante.

Dans leurs interventions, le porte-parole du gouvernement, Abdoulaye Maïga, et le ministre de la Refondation de l'Etat, Ibrahim Ikassa Maïga, ont fustigé les sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA. Ils ont néanmoins assuré les populations de la volonté des autorités maliennes à trouver "une solution diligente" à cette nouvelle crise.

Le Premier ministre a donné la même assurance à la foule tout en promettant que les Maliens auront désormais leur mot à dire dans la gestion de leur transition et plus tard de leur pays. M. Maïga a aussi affirmé que, en sept mois, les autorités de transition avaient

mieux équipé l'armée malienne que ces vingt dernières années. Ce qui, selon lui, a entraîné la montée en puissance des forces armées.

"Des terroristes, dont certains sont originaires de pays de la CEDEAO, ont été capturés et sont entre les mains des autorités maliennes", a-t-il par ailleurs annoncé dans la foulée.

Cette forte mobilisation avait été précédée dans la matinée par la tenue du Conseil supérieur de la défense nationale, à l'issue duquel le Président de Transition, Assimi Goïta, a validé le plan de riposte adopté par son gouvernement face aux sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA.

Selon le porte-parole du gouvernement, il s'agit d'un plan exhaustif qui "essaie de prendre en compte les priorités et les préoccupations de nos populations en termes d'approvisionnement en produits de première nécessité". Il contient plusieurs composantes portant sur des questions diplomatiques, géopolitiques, économiques, financières et sociales.

Source : INTER/X/AIS

Rokia Traoré, artiste/intellectuelle engagée : «Que 2022 balise la place du Mali dans un nouvel équilibre du monde»

Pour moi, 2021, dans la suite de 2020, fut une année qui continua à marquer la fin d'un monde et le début d'un autre. Ce fut une année chargée d'enseignements sur l'humanité entière et son évolution (pour ceux qui suivent l'actualité en dehors de notre pays). Au Mali, «nous avons la tête sous l'eau». Cela nous empêche de voir par moment que ce que nous vivons et que nous appelons à tort «une guerre» n'est qu'une partie des conséquences de l'écroulement de ce que les pays grands conquérants d'Europe ont commencé à établir depuis l'époque du commerce triangulaire et qu'ils ont achevé avec la fin de la deuxième guerre dite mondiale en annonçant au reste du monde des règles établies pour tous par eux ...



Des troubles du Vietnam à ceux de l'Afghanistan pour en arriver au Sahel aujourd'hui en passant par la Syrie et les attentats du 11 septembre aux États-Unis qui marquèrent le début des troubles sécuritaires dans le monde... tout est lié. 2021 pour moi est l'année où il commence à être impossible de nier les failles dans les règles établies pour tous. Le monde entier, d'une manière ou d'une autre, manifeste son besoin d'équilibre dans le respect et la souveraineté des États, dans le respect des êtres humains et leurs droits, dans le respect de l'environnement.

En 2021, j'ai réalisé que nous avons besoin d'autres équilibres sur le plan géopolitique et économique dans le monde. Mais les maîtres dans l'ancien équilibre, les grands pays colonisateurs, ont tant à perdre qu'il est très difficile d'imaginer ce qui va réellement changer. La politique du diviser pour garder le pouvoir, sur tous les plans, demeure une valeur sûre. L'Afrique et ses habitants, les Maliens au Mali, sont devenus plus audacieux, moins craintifs. Mais, peut-on rêver pour autant d'être en mesure de nous construire, nous mêmes, sans l'aide qui nous conditionne psychologique-

ment, d'accéder à une vraie indépendance sur la base de nos ressources...?

J'attends de 2022 que nous sachions enfin où tout cela va mener. Nous avons suffisamment espéré. J'aimerais que 2022 soit une année où nous commencerons à voir qu'elle sera notre place dans un nouvel équilibre du monde sur le plan géopolitique, écologique et économique. J'attends de voir si la sagesse et l'humanité pourraient l'emporter sur le culte de l'économie.

Source : LE MATIN

Grande Bretagne : La presse évoque déjà un remplacement du Premier ministre Boris Johnson

Les révélations s'accroissent jour après jour au Royaume-Uni et la descente aux enfers de Boris Johnson semble sans fin. Dans la presse britannique, on spéculé déjà sur l'après-Boris.

Cela fait déjà un moment que la presse britannique parle de la disgrâce de Boris Johnson. Il s'agit maintenant de savoir quand et comment il sera mis à la porte, avec un vote de défiance - par exemple - qui rendra sa démission automatique, selon notre correspondante à Londres, Sidonie Gaucher. Mais l'estocade devrait être portée par Sue Gray. On la qualifie volontiers d'« incorruptible » et c'est elle qui mène l'enquête pour les fêtes clandestines pendant la crise sanitaire. Même de son parti, certains élus souhaitent aussi son départ du gouvernement. Boris Johnson pourrait donc être contraint à démissionner du parti et du gouvernement si suffisamment de voix sont réunies au sein de la majorité. Pour Sophie Loussouarn, docteure spécialiste de l'histoire politique du Royaume-Uni, ne serait pas non plus une bonne nouvelle

pour la majorité : « Cette démission n'est pas opportune, car en pleine crise sanitaire, il ne serait pas opportun d'avoir des élections à la tête du parti conservateur. Tout dépendra de la position des députés conservateurs. »

Rishi Sunak et Liz Truss, favoris pour prendre la place de Boris Johnson

Pour lui succéder, plusieurs noms circulent. D'abord, il y a Rishi Sunak, chancelier de l'Échiquier, c'est-à-dire le ministre chargé des Finances et du trésor depuis un an. Ce défenseur du Brexit, au style impeccable, est le premier sur la liste. Ensuite, Liz Truss est aussi citée. La ministre des Affaires étrangères est réputée pour son franc-parler. Championne du libre-échange, elle a conclu une série d'ac-

cords commerciaux post-Brexit.

On parle également de Dominic Raab, l'actuel ministre de la Justice qui avait assuré le remplacement de Boris Johnson quand il a eu le Covid. Michael Gove, l'actuel ministre du Logement qui a pour mission de « niveler par le haut » les régions défavorisées du Royaume-Uni, est aussi évoqué.

« Niveler par le haut » sera, semble-t-il, la première tâche à accomplir pour le prochain chef du gouvernement.

Boris Johnson connaît la disgrâce après avoir gagné une majorité de 80 sièges à la Chambre des communes lors des dernières élections législatives, c'est-à-dire la plus grande victoire pour les conservateurs depuis 1987. Je pense qu'aujourd'hui, vous avez une atteinte portée à l'autorité du Premier ministre. Et ce soulèvement est une humiliation pour Boris Johnson qui a perdu la confiance d'une partie de ses députés hostiles déjà aux mesures de restrictions liberticides, et aussi également à toute cette série de scandales qui fragilisent le gouvernement. Cela se fait sentir depuis le 13 décembre lorsque le Premier ministre a annoncé la reprise du télétravail et a demandé l'adoption du passe sanitaire. C'est grâce au soutien des députés travaillistes qu'il est parvenu à faire adopter ces mesures de restrictions qui sont très impopulaires au sein de la majorité conservatrice.

Source : RFI



États-Unis : Donald Trump débute la campagne de mi-mandat sur le déni de sa défaite de 2020

L'ancien président américain livrait son premier meeting de l'année à Florence en Arizona, samedi 16 janvier, au cours duquel il a lancé la campagne pour les élections de mi-mandat de novembre 2022 sur le thème du déni de sa défaite à la présidentielle.



C'ex-président américain entendait répondre au discours très offensif lancé contre lui par Joe Biden lors des commémorations de l'attaque du Capitole le 6 janvier. Un an après l'attaque, son discours est inchangé. À peine arrivé sur scène, casquette rouge sur la tête, Donald Trump commence son meeting de Florence en Arizona en contestant sa défaite à la présidentielle 2020. « L'année dernière, l'élection était truquée. Les preuves sont partout ! »

Et les militants exultent comme Jennifer venue avec son mari en camping-car de Californie pour applaudir celui que cette agente immobilière considère comme son véritable président. « On a besoin qu'il revienne ! Re-

gardez l'état dans lequel est le pays avec ce Biden. Il faut que l'armée intervienne parce qu'on n'a plus confiance dans notre gouvernement.

Tout miser sur le déni du résultat électoral

Donald Trump utilise maintenant le mythe de l'élection volée pour mobiliser ses supporters pour les prochaines élections de mi-mandat. Une stratégie du déni gagnante, selon Ali Alexander, l'organisateur de la fameuse manifestation du 6 janvier à Washington, présent dans le public. « Avec Trump pour nous guider, on se dirige vers une vague républicaine », af-

firme-t-il.

Croisé aussi dans le public, Ron Watkins, cette figure conspirationniste, soupçonné d'être à l'origine du mouvement QAnon bénéficie d'une invitation VIP au meeting de Trump. « Je suis venu soutenir Trump parce que l'élection lui a été volée, c'est un fait », considère Ron Watkins.

Et sur scène, Donald Trump avait invité plusieurs candidats qui tous utilisent son complotisme électoral pour faire campagne et gagner les prochaines élections.

Source : RFI



CAN 2022 : À Limbé et Buea, les équipes pensent au ballon, pas aux balles

Dans le groupe F de la CAN 2022, les équipes logées dans les villes de Limbé et Buea veulent se focaliser sur le football. Histoire de ne pas être déconcentrées par la situation et le dispositif sécuritaires pesants dans ces deux villes de la zone anglophone du Cameroun, secouée depuis 2017 par un conflit entre armée et séparatistes.

Le décor change à l'approche de Limbé. Sur les derniers kilomètres qui relient Douala à cette ville du sud-ouest du Cameroun, la route est jalonnée par les militaires. Sur chaque 100 mètres environ, un élément du Bataillon d'intervention rapide (BIR), « la crème de l'armée camerounaise » (dixit un sergent), est posté, cagoulé, arme de guerre à la main. Dans la deuxième plus grande ville de la zone anglophone du Cameroun, marquée par un conflit latent entre le gouvernement et les séparatistes ambazoniens, le dispositif sécuritaire est impressionnant.

La CAN, qui se joue aussi à Limbé et à Buea, deux villes accueillant les équipes du groupe F (Tunisie, Mali, Gambie et Mauritanie) a relevé le niveau sécuritaire de la zone avec les factions des militaires ajoutées aux patrouilles régulières de la police. « Un dispositif sécuritaire imposant tout au long du trajet de l'aéroport à l'hôtel », concède même le colonel

Mouhamed Samaké, responsable de la sécurité de la délégation malienne.

A Buea, les sirènes hurlantes qui escortent le Mali et la Gambie lors de leurs sorties pour les entraînements, les matches ou les conférences de presse, ou la ronde des hélicoptères de la police, rythment le quotidien des Aigles et des Scorpions. « Ce n'est pas bien pour la concentration, ce n'est pas normal pour le football, estime le sélectionneur de la Gambie, Tom Saintfiet. Cela donne un sentiment pas "sécuré" quand il y a beaucoup de militaires, mais on doit travailler sur le football, c'est ce qu'on sait faire.

« On s'occupe du football. D'autres s'occupent de la sécurité... »

Logés dans un hôtel 5 étoiles, au pied du mont Cameroun dont le beau panorama tranche avec le visage fermé des vigiles et militaires qui surveillent les lieux, Maliens et Gambiais semblent vivre dans une « prison dorée ».

Pour autant, rester focalisés sur le football et

essayer de faire abstraction du tout sécuritaire - qui ne laisse même pas entrer un enregistreur de radio dans l'hôtel - semble être le maître-mot des acteurs du groupe F. « Nous, on s'occupe de la technique, du football. D'autres s'occupent de la sécurité. Chacun son travail », coupe court, le sélectionneur du Mali, Mohamed Magassouba, interpellé sur la question en conférence de presse.

« L'impression de vivre dans un camp militaire »

Même la fusillade du 12 janvier dernier n'a pas l'air de perturber les hôtes de Limbé et Buea, à l'image des Mauritaniens. « On entend quelques petits trucs, mais cela ne nous touche pas, on a la tête aux matches, confie Aboubacar Camara, capitaine des Mourabitounes. Son coéquipier, Souleymane Doukara ajoute : « On fait abstraction de tout ça. Le dispositif de sécurité est très élevé. On n'en parle pas, on regarde les matches, on s'occupe comme on peut, on joue aux cartes. »

La sécurité est en tout cas le mot d'ordre de la Confédération africaine de football qui a intimé à ses agents de ne pas sortir de l'hôtel avec leur badge ou à bord d'une voiture officielle. « On a l'impression de vivre dans un camp militaire », lâche un membre de la CAF qui avoue que le seul petit écart qu'il s'est autorisé depuis son arrivée à Limbé, c'est d'aller se faire couper les cheveux en utilisant une voiture banalisée, dans un déplacement à « haut risque » ...

Source : RFI



Bélier (21 mars - 19 avril)

Il y a des tensions dans votre service. Vos collègues tout sourire, ne s'entendent pas. Dans ce désordre, vous tentez tant bien que mal de faire votre place. Une réunion aujourd'hui pourrait vous valoriser ! Osez prendre la parole, brisez la timidité.

La vie professionnelle apporte un confort. Pourtant, vous dépensez à tout-va. Les frais sont importants, car variés. Le salaire actuel suffit à peine à couvrir les charges. Vous espérez gagner davantage. En attendant, il faut se serrer la ceinture !



Taureau (20 avril - 19 mai)

Un entretien se révélera déterminant pour votre carrière. À l'issue de l'entrevue, une poignée de main rassurante vous confirmera l'engagement. Vos responsabilités devraient être plus importantes et vous serez à la hauteur pour remporter ce pari.

Votre désir d'améliorer votre confort découplera votre motivation à gagner davantage d'argent. Vous allez chercher les moyens dont vous aurez besoin pour satisfaire vos aspirations. L'influence de Mars dans votre secteur financier vous galvanisera.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si vous détestez la routine au travail, cependant vous vous pliez aux règles, c'est déjà pas mal ! Aujourd'hui, vous risquez de batailler pour mettre en place vos idées ou pour convaincre vos collègues d'un nouveau projet. Vous êtes tenace.

En ce début d'année, vos finances tiennent le cap, grâce à votre grande volonté. Aujourd'hui, vos comptes sont scrupuleusement tenus à jour. Vous pourriez vous permettre de vivre au-dessus de vos moyens, mais vous préférez jouer la sécurité.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Malgré de bonnes relations avec vos collègues, un peu d'impatience peut se faire sentir, due à un manque d'efficacité. Mars vient chatouiller un peu vos sentiments, car son mauvais aspect impacte directement ce trio de planètes Lune/Vénus/Neptune.

L'idée de faire des investissements vous tarade. Le succès est prometteur dans ce domaine, la prospérité semble être au rendez-vous ! Les astres se sont donné le mot afin que vous ayez le moins de souci possible à ce sujet, alors profitez-en.



Lion (22 juillet - 23 août)

Les activités demandent une concentration. Vous travaillez avec une conscience professionnelle. Elle attire tout comme elle visite. Des clans arrivent sur votre lieu de travail. Vos chefs peuvent vous laisser carte blanche pour créer un produit !

Vous pourriez changer de véhicule ou acquérir des meubles. Les dépenses actuelles sont très importantes. Vous avez décidé d'accélérer les choses. Refaire votre environnement revient cher. Malgré cette décision, vous restez zen.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous aurez le cran d'afficher des ambitions plus élevées. Vous retrousserez vos manches pour donner de l'élan à votre carrière. Vous franchirez la ligne d'arrivée en tête. Votre victoire récompensera votre volonté de remplir votre mission à la perfection.

Côté finances, vos actions se ramifieront. Vous cumulerez les revenus, maigres ou gros, ils seront les bienvenus, car il n'y aura pas de petits profits. Votre vivacité sera un atout pour comparer les prix, réduire les coûts, trouver des bons filons.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous avez besoin de vous améliorer sur certains points, vous le savez, à cause de cela, vous êtes bloqué sur un dossier en cours. Vous pouvez demander à un collègue de vous aider, il n'y a pas de mal à collaborer. Il suffit de ranger votre fierté.

Vous appuyez sur le mode économie aujourd'hui. Vous préférez jouer la prudence plutôt que de vous aventurer sur des chemins tortueux. De ce fait, vous évitez les dépenses superflues pour que votre budget puisse rapidement se rééquilibrer.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre communication et vos rapports aux autres étant excellents pour cette journée, le domaine professionnel est grandement favorisé. Vous éprouvez de grandes satisfactions personnelles dans votre travail, et votre efficacité est reconnue par tous.

Votre intuition est plus importante encore que d'habitude, à l'instar de votre imagination. Attention à ne pas tomber dans de l'utopie, soyez vigilant du côté financier. Les excès sont à prendre avec prudence, ne prenez pas tout pour acquis.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les discussions avec un chef apportent du réconfort. On vous propose un poste important qui se libère. La chance est là. La jalousie aussi et il faut jouer fin. Ne retardez pas un rendez-vous pour un pourparler. Un supérieur hiérarchique peut vous convoquer.

Vous pouvez réaliser des économies avec des soldes ou des affaires de dernière minute. Vous craquez sur des articles liés à un voyage. Des accessoires liés à un déplacement peuvent causer des frais. Vous restez cependant confiant, malgré ces frais !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Dans votre domaine professionnel, quelques changements se prépareront. Il s'agira peut-être d'une promotion ou d'un nouveau projet motivant qui pointera le bout de son nez ? Quoi qu'il en soit, vos qualités seront remarquées et feront l'unanimité.

Entre feeling et intuition, vous saurez mener votre comptabilité avec brio, comme un pro. Même si vous ne saurez pas toujours manier votre budget d'une main de maître, il n'en demeurera pas moins que vous aurez les bons réflexes pour gagner de l'argent.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Pleins feux sur le travail aujourd'hui. Vos ambitions professionnelles dépassent toutes vos espérances. Vous préférez en finir avec vos projets (si c'est possible) plutôt que de prendre du bon temps. Vous avez besoin de vous prouver des choses.

Aucun influx négatif n'est à craindre du côté de vos finances. Et comme tout se passe à peu près bien, vous commencez par faire le bilan des mois passés, vous avez appris de vos erreurs. Vous recevez un appui de taille, ça tombe plutôt bien.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous êtes un peu susceptible tout de même et pourriez être irritable, voire désagréable avec vos collaborateurs. Ce n'est pas dans vos habitudes, vous habituellement si diplomate ! Ils pourraient être surpris par ce comportement, alors reprenez-vous vite.

Des désillusions ont tendance à surgir dans le domaine financier. Vous attendez des réponses, elles risquent de s'avérer négatives, ou tout simplement, ces projets peuvent être reportés à une date ultérieure. Quoi qu'il en soit, une déception arrive.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23